

Attaques sur des cérémonies religieuses de Muharram au Bahreïn

Le 27 Octobre 2015- Le centre Bahreïni pour les droits de l'homme « BCHR », Les Américains pour la démocratie et les droits de l'homme au Bahreïn « ADHRB » et l'Institut du Bahreïn pour les droits humains et la démocratie « BIRD » condamnent les récentes violations commises par le gouvernement du Bahreïn sur le droit de la communauté chiite à la liberté religieuse comme ils commémorent Muharram et le jour d'Achoura.

Depuis le début du mois de Muharram, le mois où les musulmans chiites pleurent le martyr du petit-fils du Prophète Mohammad, l'Imam Hussein, les forces de sécurité bahreïnienne ont arrêté des prédicateurs religieux et des clercs, descendu des drapeaux et des bannières, et réprimé les manifestations publiques. Les autorités ont également enlevé à plusieurs reprises des drapeaux et des bannières mis en place à l'occasion d'Achoura. Autrement appelé, le jour du Souvenir, ou le dixième jour du mois de Muharram. Le « BCHR » a déjà documenté l'enlèvement des drapeaux et des bannières dans plus de 30 villages à travers le Bahreïn dans les deux premières semaines du mois de Muharram.



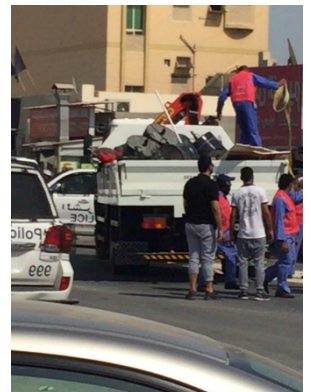
Après le retrait des bannières par le gouvernement, les habitants de ces villages ont organisé plusieurs manifestations pacifiques afin de protester contre ces violations. Les forces de sécurité ont réagi par la dispersion violente des manifestants avec un usage intensif des gaz lacrymogènes et des fusils de chasse de pastilles, résultant dans plusieurs cas en quasi-suffocation, blessures corporelles et dommages à la propriété privée. Les autorités ont également attaqué un Matam, une salle religieuse chiite dans le village de « Karzakhan ». Ils ont tiré des gaz lacrymogènes sur les endeuillés, causant de nombreuses graves difficultés de respiration chez les gens, surtout les

personnes âgées.

Afin de justifier cette atteinte à la liberté religieuse chiite, le ministère de l'Intérieur a déclaré que ses forces ont enlevé des drapeaux et des bannières qui portaient "des slogans politiques ne représentant pas l'Achoura," et pour mieux «assurer la sécurité de la circulation". Les habitants des villages touchés disent que leurs bannières et drapeaux exposaient des slogans typiques d'Achoura, et avaient été affichés pendant des années à l'occasion de Muharram. Néanmoins, les autorités ont considérablement intensifié leur ingérence sur les événements et les activités d'Achoura depuis le soulèvement de 2011.

Le gouvernement a commencé systématiquement la convocation à la police, la détention, l'interrogation des imams chiites pour leur discours religieux et leur participation à des manifestations d'Achoura. Depuis le début de ce mois de Muharram, les autorités bahreïniennes ont convoqué et interrogé au moins cinq imams chiites. Le 20 Octobre 2015, le cheikh al-Abdulzahra Mubasher a été convoqué pour interrogatoire par la Direction générale des enquêtes criminelles (CID). Selon les témoignages, le (CID) voulait interroger Mubasher à propos d'une série de conférences qu'il a donné jusqu'à présent ce Muharram. Il reste actuellement sous la garde du (MOI).

Le 25 Octobre 2015, les autorités ont également convoqués Mulla Abbas al-Jamri pour interrogatoire sur un discours qu'il a prononcé le jour d'Achoura. Après l'interrogatoire, les fonctionnaires du gouvernement ont transférés al-Jamri au ministère public, où le procureur a ordonné sa détention pendant sept jours en attendant les résultats de l'enquête. Deux jours plus tard, le 27 Octobre, le gouvernement a convoqué un autre prédicateur chiite, Mahdi Sahwan, pour un interrogatoire sur des accusations liées à sa participation à des événements de Muharram. Encore aujourd'hui, les autorités ont convoqué deux autres clercs pour les mêmes raisons : Cheikh Mahmoud al-Aali et Sayed Yasser al-Sari. Les fonctionnaires du gouvernement ont même convoqué un groupe de jeunes gens afin de les interroger sur une réunion de prière qu'ils ont tenu le jour d'Achoura.



Le centre « BCHR », « ADHRB » et « Bird » ont systématiquement documenté la discrimination contre la majorité chiite au Bahreïn. Les deux volumes du rapport « A part dans leur propre pays » constate que : La discrimination du gouvernement à l'égard des chiites décrivent attentivement la violation des droits chiites à tous les niveaux, montrant que le gouvernement a travaillé d'aliéner la communauté bahreïnienne chiite depuis l'indépendance de la nation en 1971 et surtout après le mouvement de la pro-démocratie en Février 2011.

Sayed Yousif al-Muhafdah, le vice-président du centre « BCHR », explique que : « La discrimination contre la majorité chiite au Bahreïn est très particulière. Après les manifestations pro-démocratiques en 2011, 38 mosquées chiites et des sites religieux ont été détruits par le Gouvernement du Bahreïn. Les attaques sur les cérémonies de Muharram montrent le refus du gouvernement du Bahreïn de mettre un terme à l'oppression persistante de cette communauté ».

Le centre « BCHR », « ADHRB » et « BIRD » condamnent les attaques commises par le gouvernement du Bahreïn sur les communautés chiites durant les cérémonies de Muharram, ainsi que son retrait des drapeaux et des bannières associés à l'Achoura. Nous demandons au gouvernement de cesser ses deux violations du droit à la liberté de religion et de son recours systématique à la violence contre la majorité chiite.